

Prix de l'alimentation

quelque chose qui influençait davantage le prix du bœuf ou des autres denrées au Canada, et surtout dans la province de Québec. C'est d'abord le prix des grains de provende, facteur que personne ne soupçonnait jusqu'ici.

On a parlé, lors de l'étude en comité, du contrôle de la production, des salaires et des prix à la consommation. Il est bien difficile de parler de contrôle de la production quand on voit ce qui s'est passé, par exemple, au sujet des grains de provende. On a vu les cultivateurs de l'ouest être payés pour ne pas produire de blé. Et je ne veux pas les blâmer, parce que, un peu dans tous les domaines, ce qu'on recherche, c'est le maximum de profit.

On sacrifiera tout pour protéger d'abord le prix du blé. Nous avons vu, au cours des années passées, les cultivateurs de l'ouest laisser pourrir sur le champ des milliers de boisseaux de blé, pour la seule raison que si l'on mettait ce blé sur le marché, cela en avilirait le prix. Il ne sert à rien de dire qu'on veut lutter contre la hausse des prix à la consommation, si les producteurs primaires commencent par dire: Il faut d'abord sauvegarder le prix maximum de nos produits, même s'il faut en détruire la moitié. Ce qui pis est, si l'on prévoyait avoir trop de produits, on payait les agriculteurs pour ne pas produire.

Voyons ce qui se produit dans la province de Québec. Le prix du poulet, celui du beurre monte, mais on a payé les cultivateurs pour détruire leurs produits. On a versé une subvention de 90c. aux cultivateurs pour chaque poudeuse qu'ils abattaient, car il y avait trop d'œufs.

On a ainsi abattu 500,000 poudeuses et, maintenant, on manque d'œufs, et leur prix monte en flèche. On détruit le producteur et l'on se lamente que les prix à la consommation et à la production montent. Il faut être plus logique que cela, monsieur l'Orateur!

Je disais tout à l'heure que l'étude en comité m'a intéressé; j'ai vu tellement d'idioties que j'étais renversé et je me demandais si un groupe de 22 ou 24 députés ne pourrait pas essayer d'étudier le sujet plus en profondeur, et ne pas considérer seulement le bénéfice du commerçant qui doit servir le client.

De plus, aujourd'hui, nous assistons à la guerre des grandes sociétés. Les magasins à succursales, les gros producteurs, les grosses salaisons s'organisent en armées et s'affrontent. Le gouvernement favorise cela, même chez les producteurs agricoles. Il ne doit pas favoriser un combat en règle, mais venir en aide à l'agriculteur, à l'exploitation de la ferme familiale, pour suppléer au manque de fonds. Ainsi, on ne verra pas disparaître, comme dans ma circonscription, 40 p. 100 des exploitations familiales. La même chose se produit dans l'ouest, pour faire place à de grandes industries agricoles. Ce ne sera plus la demande qui fera le prix, mais le producteur. C'est cela ou, si on ne le paie pas, on disparaîtra.

Ce n'est pas de cette manière qu'on va rendre service à la population, monsieur l'Orateur. Aussi longtemps que nous n'étudierons pas le problème à sa source, nous ne ferons que ce que nous avons fait au comité: étudier des petites parties du problème à la fois pour essayer de jeter le blâme tantôt sur le commerçant, tantôt sur l'emballer, tantôt sur le caprice du client. On dit: Le client est trop exigeant, aujourd'hui. On a raison au fond, mais ce n'est pas tout. On dit qu'autrefois le client, le consommateur achetait le sucre en sacs de 100 livres; il en coûtait alors beaucoup moins cher que de l'acheter en sacs de six onces, de dix onces ou moulu plus fin, moins fin ou plus gros. Il est entendu que tout cela cause la hausse des prix à la consommation, mais si le client, le consommateur ne peut pas profiter des avantages des développements modernes,

[M. Gauthier (Roberval).]

je crois qu'il ne sert à rien de se lancer davantage dans le modernisme, la mécanisation et l'électronique.

Nous reconnaissons l'existence de cette évolution, nous reconnaissons aussi que tout cela coûte un peu plus cher, mais je crois qu'il y a quelque chose à faire, comme je le disais tout à l'heure, au niveau des grandes associations qui contrôlent la production, de la même façon qu'il existe des contrôles au niveau monétaire. Tout nous est imposé et, à la fin, on dit: C'est cher! Les prix montent en flèche, parce que le gouvernement n'a pas posé les gestes nécessaires pour arrêter cela. Loin de poser ces gestes, il favorise souvent les hausses de prix et on le voit agir en dehors du domaine de la consommation.

Qu'on prenne le contrôle de l'Hydro Québec et de la Bell Canada. Mais ce sont les députés les plus anciens qui disent: Allez-y, approuvez la hausse, nous l'approuvons. Au fait, si l'on veut réellement protéger le consommateur, il va falloir absolument suivre de plus près tous ces organismes. Il faudra que ceux-ci soient contrôlés par une commission parlementaire permanente, qui pourra, en aucun temps, faire comparaître les responsables des grosses compagnies, des gros cartels, pour les sommer de donner au comité la raison pour laquelle une telle hausse a été imposée, soit au niveau de la commercialisation, soit à celui de la production.

Au lieu d'essayer de faire stabiliser les prix par le jeu de la demande, il faudrait que la commission détermine, par exemple, une marge, un pourcentage de bénéfices, tant pour le transport et l'emballage, que pour la commercialisation. Je crois que cela pourrait constituer une base qui, sans corriger tout le reste, pourrait tout de même produire certains résultats. Au lieu de s'en remettre uniquement à la concurrence, on pourrait se fonder sur les bénéfices.

Certains députés, au sein du comité, ont proposé le contrôle absolu des prix à la consommation. Monsieur l'Orateur—d'autres députés l'ont déjà dit d'ailleurs—nous avons eu à subir assez de contrôles en temps de guerre, sans en imposer à la population en temps de paix. Le Parlement est capable, je crois, avec un comité sérieux, qui travaillerait à longueur d'année, d'imposer sa volonté à ceux qui sont là pour donner un bon service aux citoyens, pour vivre de leur industrie, de leur commerce. Mais, en même temps, je crois qu'il y a moyen de leur imposer des conditions qui leur permettraient, tout en assurant de bons services, de vivre avec des revenus largement suffisants. Je m'aperçois, monsieur l'Orateur, que mon temps de parole est écoulé.

● (2030)

[Traduction]

M. Allan Lawrence (Northumberland-Durham): Monsieur l'Orateur, les membres du parti conservateur estiment que le pays est en proie à une crise des prix et de l'inflation qu'on peut simplement qualifier de situation critique nationale qui nécessite une direction nationale et une initiative énergique du gouvernement. Les vieillards pensionnés et ceux qui touchent des revenus fixes dans les collectivités urbaines et rurales dans toutes les régions du Canada sont très durement touchés, non seulement par les prix des produits alimentaires mais aussi par le coût croissant de toutes les commodités de l'existence, soit le logement, le transport, les soins médicaux et personnels, le chauffage...

M. Reid: Le coût de l'énergie.

M. Baldwin: Le coût élevé du gouvernement.